

---

H-France Salon  
Volume 11, Issue 17, #3

**The French Revolution Abroad  
Le cas italien**

**Paolo Conte  
Università della Basilicata**

Alors qu'en France les célébrations de 1989 pour le bicentenaire de la Révolution battent leur plein, en Italie, l'historien Furio Diaz publie un ouvrage ayant un titre fort emblématique, *L'incomprensione italiana della rivoluzione francese*, dont le but est de défendre 1789 contre les accusations des « écrits pré-conceptuellement anti-révolutionnaires » parus dans la Péninsule tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette étude passe en revue les travaux les plus importants des historiens italiens de ce siècle ayant réfléchi sur les événements révolutionnaires : de Vincenzo Cuoco à Giuseppe Mazzini, de Carlo Botta à Alessandro Manzoni, jusqu'au tournant historiographique marqué par Gaetano Salvemini en 1905. Comme le titre l'indique, la thèse est que si la culture politique italienne de l'époque a beaucoup critiqué la décennie révolutionnaire, c'est parce qu'elle ne l'a pas comprise. D'après Diaz, cette « incompréhension » explique non seulement l'absence dans la Péninsule d'une historiographie rigoureuse sur la Révolution tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, mais aussi le silence sur les relations éventuelles entre 1789 et le *Risorgimento* italien (le processus politico-culturel s'achevant en 1861 par l'unité nationale). Cette « difficulté radicale de compréhension historique » serait donc la traduction après coup de « la mésintelligence des Italiens vis-à-vis d'un mouvement allant dans le sens de la Révolution ».<sup>1</sup>

Quelques mois plus tard seulement, Giuseppe Galasso, historien ayant longtemps enquêté sur la formation d'une culture démocratique en Italie répond à cette interprétation.<sup>2</sup> Dans son compte rendu, il affirme que juger l'attitude italienne à l'égard de la Révolution française en termes d'« incompréhension » empêcherait « l'intelligence d'une grosse partie tant de l'histoire italienne que de la réflexion européenne sur la Révolution », et cela parce que les lectures de cette époque étaient le résultat « d'élaborations, inspirées par des choix assez précis, tant politico-sociaux que culturels ». Ainsi, à la recherche d'une origine autonome, le mouvement unitaire, malgré ses différences internes, a choisi, sinon de totalement nier, du moins de beaucoup minimiser la contribution de la Révolution à la cause italienne. A en croire Galasso, l'importance des événements de 1789 n'en est pas moins fondamentale pour l'histoire de l'Italie, car si le « sentiment croissant d'une identité nationale » a pu prendre forme à cette époque, cela est arrivé grâce à la confrontation – et à l'affrontement – avec le cadre français issu de la Révolution. La tendance de l'historiographie italienne du XIX<sup>e</sup> siècle à juger négativement la décennie révolutionnaire est donc le résultat non d'une « incompréhension », mais d'options culturelles singulières, s'inscrivant dans les luttes politiques de l'époque. Galasso peut alors conclure que cette historiographie est non seulement

---

<sup>1</sup> Furio Diaz, *L'incomprensione italiana della Rivoluzione francese. Dagli inizi ai primi del Novecento*, Turin, Bollati Boringhieri, 1989, p. 43.

<sup>2</sup> Giuseppe Galasso, *Italia democratica: dai Giacobini al partito d'azione*, Florence, Le Monnier, 1986.

---

« une page de l'historiographie européenne sur la Révolution française, mais surtout un élément vivant de l'histoire italienne ».<sup>3</sup>

Si j'ai décidé de donner en introduction un aperçu de cette controverse, ce n'est pas pour exhumer une querelle scientifique vieille de 30 ans, ni pour résumer en quelques lignes la complexité des questions politiques concernant l'historiographie italienne du *Risorgimento*. Je l'ai fait parce que je crois que les propos de Galasso – qui sont avant tout une extraordinaire leçon méthodologique – permettent de bien saisir les enjeux de toute réflexion historiographique sur la Révolution française, tant italienne qu'européenne. Ils permettent aussi d'aborder les axes principaux des travaux récents consacrés à ce sujet, d'autant plus que, l'Europe d'aujourd'hui ne renvoyant pas forcément à la même grammaire politique que celle des nationalités du « siècle des révolutions », l'historien actuel pourra tirer un parallèle entre la construction des identités nationales au XIX<sup>e</sup> siècle et l'élaboration d'une identité continentale nouvelle.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'ouvrage récent sur la Révolution française d'Antonino De Francesco, portant pour titre *La Guerre de deux cents ans*, non seulement soit consacré au « *maestro* » Galasso (récemment disparu), mais surtout vise à « lire la construction de la culture politique des principaux États d'Europe et d'Amérique par l'intermédiaire des fortunes historiographiques de la Révolution ». Il y souligne que « les écrits sur la Révolution ont fourni une contribution fondamentale à la naissance et à l'affirmation de ces historiographies nationales ». D'après De Francesco, l'analyse de ces histoires permet donc de « vérifier comment, concrètement, une idée de révolution (et à la fois de contre-révolution) a pu participer à la définition d'une identité européenne capable d'attirer d'autres mondes », et en même temps de « creuser la réflexion sur la façon dont la discipline historique a joué son rôle dans la naissance de la catégorie politique de la modernité ».<sup>4</sup> D'ailleurs, si, récemment, les difficultés de l'idée d'Europe et les succès de la globalisation ont poussé cet historien à mener une enquête à l'échelle euro-atlantique, il avait déjà, plus de dix ans auparavant, entrepris une étude similaire qui, se concentrant sur la production de la Péninsule, était animée par la conviction que « la réflexion autour de la grande Révolution a toujours été une manière indirecte de lire la modernité difficile de la société italienne ».<sup>5</sup>

Force est donc de constater que la Révolution étant un événement majeur dans la modernité politique continentale, aborder ce sujet signifie forcément songer aussi et surtout aux histoires nationales respectives. En particulier, en Italie – le pays étranger qui a le plus directement subi l'impact de la Révolution française et qui, pour sa part, a beaucoup conditionné son déroulement – traiter de 1789 signifie notamment poser la question du *Risorgimento*, c'est-à-dire réfléchir sur le processus de formation de l'identité nationale, sur ses origines chronologiques, sur sa nature politique et sur ses croisements avec les autres événements européens de l'époque.

Certes, même après 1861 la tendance a été de sous-estimer l'impact de la Révolution française sur l'histoire de l'Italie, puisque, pendant longtemps, les diverses écoles ont préféré soit analyser exclusivement la « décennie de préparation » démarrée en 1848, soit rechercher ces origines unitaires dans un lointain passé, voire dans la période du réformisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, soit proposer une lecture strictement nationaliste, niant toute sorte d'influence étrangère dans ce processus. Mais

---

<sup>3</sup> Giuseppe Galasso, *La rivoluzione incompresa ? Storiografia italiana e rivoluzione francese*, « Prospettive Settanta », n. XII, 1990, pp. 27-40.

<sup>4</sup> Antonino De Francesco, *La guerre de deux cents ans : une histoire des histoires de la Révolution française*, Paris, Perrin, 2018, p. 14.

<sup>5</sup> Antonino De Francesco, *Mito e storiografia della "Grande Rivoluzione" : la Rivoluzione francese nella cultura politica del '900*, Naples, Guida, 2006, p. 18.

il est vrai aussi que, de nos jours, malgré des programmes ministériels faisant commencer l'époque contemporaine en 1815, l'influence des événements et des principes français est davantage reconnue. Ainsi, la plupart des ouvrages portant sur le *Risorgimento* commencent leurs enquêtes à partir de 1796, l'année où la Péninsule est bouleversée par l'avancée des armées républicaines menées par le général Bonaparte, l'année où l'Italie entre en Révolution par la force des armes, mais aussi par la « découverte de la politique », entamant ainsi un extraordinaire débat constitutionnel et la mise en pratique de formes nouvelles de libertés. Bref, bien loin d'être incomprise, la décennie débutant en 1789 marque en Italie, l'aube d'une époque nouvelle, dont le legs se prolongera longtemps.

Sous la poussée des célébrations pour le bicentenaire, les années 1990 ont marqué en Italie un véritable tournant dans le domaine des études révolutionnaires. Cela d'autant plus qu'elles ont suivi une longue période de recul, à son tour succédant à la forte reprise qui avait animé les 15 premières années de l'après-guerre. Dans un contexte politique où le début du projet de l'Union européenne exhortait les différentes historiographies à renforcer leurs relations, l'école italienne accueillait favorablement le retour du politique proposé dans l'Hexagone, tandis que le renouveau d'attention pour la période du Directoire menait les chercheurs français à mettre en valeur le *Triennio* (la phase qui va de 1796 à 1799, au cours de laquelle la Péninsule entre en contact avec les armées françaises et voit la formation de ses « républiques sœurs »).<sup>6</sup> La question italienne étant perçue comme ayant des répercussions importantes dans la lutte politique européenne, cette époque est donc abordée moins en termes d'expansion armée et d'exportation de la révolution, qu'en termes de circulation des hommes et des idées, ce dont témoignent les recherches d'Anna Maria Rao sur l'émigration politique des Italiens en France sous la première république.<sup>7</sup>

Dans ce cadre, si d'une part des historiens comme Paolo Viola, Haim Burstin, Sergio Luzzatto et Franco Benigno ont enquêté plus directement sur les événements français – créant une tradition d'études liée davantage au contexte politique de l'Hexagone, lequel a été récemment relancée par Manuel Covo, Francesco Dendena et Daniele Di Bartolomeo –, d'autre part, a eu lieu une reprise du débat sur le concept de « jacobinisme ». Contrairement aux années de l'après-guerre, ce débat se déroule moins autour de questions théoriques qu'à travers l'analyse concrète de l'activité des protagonistes de cette époque, d'où le grand essor des biographies. Son legs le plus important a été la mise en valeur des connexions entre les patriotes italiens du *Triennio* et les néojacobins français du Directoire, car, les uns comme les autres, visaient à la défense des libertés garanties par la Constitution de 1795, à la critique de la politique étrangère directoriale et à l'élaboration du concept de « démocratie représentative ». C'est ainsi qu'en 1997, dans une courte introduction aux articles de Pierre Serna et de Bernard Gainot parus sur la revue *Società e Storia*, De Francesco proposait d'appliquer au cadre italien les résultats les plus récents de la recherche française. Il refusait donc de « borner le moment fort du jacobinisme à l'an II » et soutenait que le patriotisme italien était certes « jacobin, car il gardait de forts contacts avec les démocrates de France, mais pas du tout robespierriste ». Dans ce quasi manifeste de la nouvelle historiographie italienne, « démocratisation de France » et « démocratisation d'Italie » étaient donc présentés comme menant une bataille

---

<sup>6</sup> Robert Chagny (dir.), *La Révolution française, idéaux, singularités, influences*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2002 ; Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, PUR, 2009.

<sup>7</sup> Anna Maria Rao, *Esuli. L'emigrazione politica italiana in Francia*, Naples, Guida, 1992.

politique similaire qu'il fallait lire dans une perspective de continuité pour toute la période révolutionnaire et qui a eu nombre de conséquences sur la suite du mouvement unitaire.<sup>8</sup>

Se proposant d'enquêter sur les continuités de l'engagement de ces patriotes plus que sur ses connexions avec 1793, cette lecture – tout en étant critiquée par les historiens liés davantage à l'héritage marxiste et défendant l'influence du modèle robespierriste dans la formation du patriotisme italien<sup>9</sup> – a beaucoup influencé les recherches ultérieures. Fondées sur une hypothèse visant à nuancer la rupture marquée par le 18 brumaire, ces recherches ont donc mené davantage des études sur la longue durée, envisageant une approche non limitée au *Triennio*, mais prolongée jusqu'aux années vingt et même quarante du XIX<sup>e</sup> siècle, et ce, afin d'« intégrer d'un côté la rupture provoquée par l'événement révolutionnaire et de l'autre les conséquences et les avatars de la culture démocratique de la période révolutionnaire dans les mouvements politiques des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle ».<sup>10</sup> De ce fait, si la rupture introduite par 1796 a été mise en valeur, 1799 a été perçu certes comme une date importante (parce qu'elle a marqué l'échec du rêve républicain), mais s'inscrivant cependant dans une époque bien plus étendue, qui englobe toute la période de la présence française en Italie et qui se poursuivra notamment par la « révolution constitutionnelle » de Naples et de Turin en 1820-1821. En effet, la prise du pouvoir en France par le héros de la campagne d'Italie, puis la victoire républicaine de Marengo en juin 1800 ont relancé les espoirs des patriotes de la Péninsule, lesquels ont par la suite réarticulé l'engagement du *Triennio* du fait de leur militantisme dans les institutions napoléoniennes et d'une riche production intellectuelle. Cela aurait valu à cette génération d'être considérée comme la première génération du *Risorgimento*.

Au-delà des nombreux travaux de De Francesco,<sup>11</sup> les résultats les plus intéressants de cette approche ont été publiés en 2013 dans deux ouvrages, à la suite des célébrations des 150 ans de l'unité italienne. L'un, l'*Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*, a été produit par un groupe de chercheurs dirigés par Maria Pia Donato, David Armando, Massimo Cattaneo et Jean-François Chauvard, qui ont pour la première fois décrit les deux décennies de présence française dans la Péninsule dans un atlas qui croise enquête historique et analyse cartographique.<sup>12</sup> Le second ouvrage, *Patrioti e napoleonici. Alle origini dell'identità nazionale*, a permis à son auteur, Umberto Carpi, d'achever sa réflexion commencée en 1989 sur la « révolution après la révolution », à savoir sur la façon de « fixer » les conquêtes révolutionnaires. S'interrogeant sur les nouvelles formes de lutte politique suite à la chute du mur de Berlin, cet historien de formation gramscienne a trouvé

---

<sup>8</sup> Antonino De Francesco, *Democratismo di Francia, democratismo d'Italia*, « Società e Storia », n. 76, 1997, pp. 313-317. Ces réflexions sont suivies par: Pierre Serna, *Un programma per l'opposizione di sinistra sotto il Direttorio: la democrazia rappresentativa*, pp. 319-343; Bernard Gainot, *I rapporti franco-italiani nel 1799: tra confederazione democratica e congiura politico-militare*, pp. 345-376.

<sup>9</sup> Luciano Guerci, *Istruire nelle verità repubblicane: la letteratura politica per il popolo nell'Italia in rivoluzione (1796-1799)*, Bologne, Il Mulino, 1999; Vittorio Criscuolo, *Albori di democrazia nell'Italia in rivoluzione (1792-1802)*, Milan, F. Angeli, 2006.

<sup>10</sup> Anna Maria Rao, *Introduction: L'expérience révolutionnaire italienne*, « Annales historiques de la Révolution française », n. 313, 1998, numéro spécial sur *L'Italie du Triennio révolutionnaire 1796-1799*, p. 395.

<sup>11</sup> *Rivoluzione e costituzioni. Saggi sul democratismo politico nell'Italia napoleonica. 1796-1821*, Naples, ESI, 1996; *Vincenzo Cuoco: una vita politica*, Rome-Bari, Laterza, 1997; *L'Italia di Bonaparte. Politica, statualità e nazione nella penisola tra due rivoluzioni. 1796-1821*, Turin, Utet, 2011; *Storie dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica (1796-1814)*, Milan, Bruno Mondadori, 2016.

<sup>12</sup> Maria Pia Donato - David Armando - Massimo Cattaneo - Jean-François Chauvard (dir.), *Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*, Rome, École française de Rome, 2013.

dans l'engagement postrévolutionnaire des patriotes du *Triennio* un modèle fort efficace : il n'a donc pas analysé leur activité révolutionnaire de 1796-1799, mais leur réflexion militante pendant l'époque napoléonienne. Ainsi, en pleine période de montée politique de la Ligue du Nord et de l'affirmation dans toute l'Italie d'une vulgate anti-unitaire – voire dans une « époque de restauration » –, le patriotisme issu de la Révolution est perçu, du fait de sa cohérence et de son historicité, comme le moteur du processus unitaire et comme une source d'inspiration remarquable pour la gauche contemporaine.<sup>13</sup>

De ce fait, force est de constater que parmi les thèses célèbres qu'Antonio Gramsci a consacrées au *Risorgimento* dans ses *Cahiers de prisons*, l'hypothèse qui est aujourd'hui la plus retenue par l'historiographie italienne ne concerne pas la lecture de ce processus unitaire comme une « révolution sans révolution », c'est-à-dire comme une « révolution passive » à cause de l'absence de loi agraire. Elle ne porte pas non plus sur l'idée d'une différence nette entre les forces démocratiques de ces deux pays, c'est-à-dire entre le parti jacobin, capable en France d'assurer un lien entre villes et campagnes par un programme énergique, et le partito d'Azione, ayant au contraire échoué en Italie à cause de son incapacité d'opposer à l'action des modérés « un programme cohérent de gouvernement qui reflétât les revendications essentielles des masses populaires »<sup>14</sup>. La thèse qui est de nos jours la plus retenue concerne la nécessité de placer le *Risorgimento* dans un cadre révolutionnaire européen. Celui-ci débiterait en 1789, véritable tournant historique dont la portée va bien au-delà de l'Hexagone, et s'arrêterait en 1871, date où la Commune de Paris se révèle être la dernière tentative révolutionnaire du siècle, précédée de quelques mois par la proclamation de la Troisième République en France et par la résolution de la « question romaine » en Italie. En somme, et pour reprendre les paroles de Gramsci lui-même, « on peut certes parler d'une époque du *Risorgimento*, mais dans ce cas, on se restreint à étudier l'Italie et non l'Europe », parce que le plus important « du point de vue européen, c'est l'époque de la Révolution française, et non pas celle du *Risorgimento* italien, l'époque où naît le libéralisme comme conception générale de la vie et comme forme nouvelle de civilisation étatique et de culture ».<sup>15</sup>

En pleine époque napoléonienne, le savant italien Carlo Denina, travaillant à Paris comme bibliothécaire de l'Empereur, publie un ouvrage intitulé *Rivoluzioni della Germania*, où il décrit les nombreux changements de l'histoire de l'Allemagne depuis l'époque romaine. Cet historien avait d'ailleurs mené un travail similaire depuis plus longtemps, lorsqu'il avait publié, à la fin des années 1760, son *Istoria delle rivoluzioni d'Italia*. Néanmoins, si le fait que pendant le crépuscule de l'Ancien régime il ait utilisé le mot de « révolution » pour désigner des changements « tant lents et interrompus, que rapides et continus » n'est pas étonnant, l'on pourrait s'étonner que ce même usage soit conservé après le bouleversement de 1789. Ainsi, s'il est vrai que, comme l'a écrit Paolo Viola, « parmi les nombreux enjeux dans lesquels la révolution française marque un tournant, il y a le sens même du mot »<sup>16</sup> – car après cette fracture ce vocable perd son sens astronomique de *revolutio* (retour au point de départ) et devient synonyme d'un événement fondateur de la cité nouvelle –, il est vrai également que, par la suite, ce vocable ne perd pas entièrement sa connotation réductive. Par exemple, il est impossible de ne pas constater qu'aujourd'hui ce terme sert à désigner moins une rupture profonde que de simples nouveautés dictées par l'évolution physiologique de la

---

<sup>13</sup> Umberto Carpi, *Patrioti e napoleonici. Alle origini dell'identità nazionale*, Pise, Edizioni della Normale, 2013.

<sup>14</sup> Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Turin, Einaudi, 1975, cahier n. 19, note 24.

<sup>15</sup> Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Turin, Einaudi, 1975, cahier n. 19, note 2.

<sup>16</sup> Paolo Viola, *Il Trono vuoto: la transizione della sovranità nella rivoluzione francese*, Turin, Einaudi, 1988, p. 5.

société. Ainsi, un nouveau produit technologique ou bien un changement administratif ordinaire (ayant souvent un caractère régressif) peuvent être présentés comme des « révolutions » par l'entreprise désirent accroître ses gains commerciaux ou par le politicien à la recherche d'un consensus électoral.

L'inflation du sens donné à ce mot est donc subordonnée au recul de sa portée radicale, alors que le sens de ce terme régresse en revanche, lorsqu'il s'agit de décrire des événements ayant une valeur historique marquante. Preuve en est la tendance du monde occidental à recourir à l'expression « printemps arabe » pour désigner les révolutions qui se sont déroulées dans les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à partir de 2011. *Printemps*, oui, parce que cette métaphore, qui évoque l'éveil de la nature, permet de décrire de façon positive ces protestations et de les présenter comme le résultat d'une société civile désormais sortie de l'hiver de l'autoritarisme et prête à découvrir les fleurs de la participation démocratique. *Révolution*, non, parce que ce mot, évoquant des troubles et des violences, obligerait à admettre la profondeur des conflits internes (car, comme le dit Annie Jourdan, « toute révolution est une guerre civile »), et surtout à reconnaître les responsabilités des Occidentaux, qui ont longtemps soutenu des régimes despotiques, détestés de leurs peuples. Ironie de l'histoire, du début de ces protestations aux démissions forcées de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Egypte, les moments cruciaux de ce « printemps » se sont déroulés entre décembre 2010 et février 2011 : bref, en plein hiver.

La question des récentes révolutions arabes peut cependant s'avérer une source d'inspiration importante pour l'historien d'aujourd'hui, qui enquête sur la Révolution française. Il ne s'agit pas pour autant de lire les événements contemporains au prisme des faits déclenchés par 1789, ni de trouver des analogies anachroniques entre ces deux ruptures. Il s'agit plutôt de saisir, dans l'actualité, des enjeux innovants susceptibles de contribuer à des lectures originales du passé. C'est pourquoi nous croyons que l'une des pistes de travail les plus intéressantes pour l'avenir pourrait être l'analyse des croisements révolutionnaires qui se font autour du bassin méditerranéen par la circulation des hommes, des livres, des traductions, des modèles constitutionnels. Inspirée par l'« histoire croisée », en essor depuis les quinze dernières années et prenant pour modèle les travaux sur les révolutions atlantiques, cette approche permettrait d'analyser sous un angle nouveau ces circulations qui, à travers des interactions continues, ont dessiné un espace méditerranéen inédit en participant à la construction d'une cité nouvelle. Et ce, dans une optique de révolutions croisées qui ne se limite pas au seul militantisme, mais qui, en refusant de désolidariser le politique du culturel, vise à valoriser également le poids des compétences et des savoirs dans les dynamiques migratoires.

Concernant l'Italie, il s'agirait donc de mettre en valeur sa dimension méditerranéenne pour faire en sorte que sa centralité dans ce bassin maritime, sa position géographique au croisement de trois continents différents soient perçues, contrairement à ce que l'on fait de plus en plus aujourd'hui, moins comme une source de problèmes et de tensions que comme une possibilité de découvertes et d'échanges innovants. Une histoire de ces circulations révolutionnaires qui, à partir de 1789, se sont longtemps développées depuis, vers, et à travers l'Italie pourrait sans nul doute être une piste de recherche autant intéressante qu'actuelle. Elle permettrait d'élargir la réflexion sur la formation d'une identité nationale qui se constitue au miroir, qui se structure par rapport à l'Autre autour de cet espace méditerranéen. Et ce, en englobant tout d'abord la France de la « Grande Révolution », de l'époque napoléonienne et des tournants de 1830 et de 1848, mais aussi l'Espagne du *Trienio liberal* 1820-1823, la Grèce du combat pour l'indépendance contre l'empire ottoman, enfin ces pays

---

se trouvant sur l'autre côté de la mer Méditerranée qui, comme l'Algérie entre-temps colonisée, ont, bon gré mal gré, participé à ces croisements révolutionnaires.<sup>17</sup>

A une époque où, en Europe, les particularismes dominent et, en Italie, l'idée-même d'identité nationale est désormais remise en question, le défi pour l'historien travaillant sur la révolution n'est pas des plus simples. Cela l'est d'autant moins que la crise générale de la discipline historique dans ce pays (perçue comme peu « utile » désormais, puisque le mythe du productivisme a effacé toute nécessité de réflexion épistémologique) est accompagnée d'une politique culturelle quasiment myope qui ne fait que réduire les subventions accordées aux universités et aux instituts de recherche, et qui, surtout, oblige la nouvelle génération de chercheurs à faire carrière à l'étranger ou bien à abandonner définitivement cette carrière. Il ne s'agit donc pas seulement d'exhumer les origines démocratiques de l'unité, mais de mettre à jour une nouvelle perspective historiographique qui soit capable, tout en évitant un repli sur soi, de défendre la valeur progressiste de cette conquête et de mieux réfléchir sur l'apport que ces circulations révolutionnaires ont donné à l'affirmation des nationalismes du XIX<sup>e</sup> siècle, et peuvent avoir dans la réalisation du rêve d'une Europe des peuples frères.

Paolo Conte  
Università della Basilicata

*H-France Salon*

ISSN 2150-4873

Copyright © 2019 by the H-France, all rights reserved.

---

<sup>17</sup> Ian Coller, *Une France arabe: histoire des débuts de la diversité, 1798-1831*, Paris, Alma éd., 2014 ; Maurizio Isabella - Konstantina Zanou (dir.), *Mediterranean Diasporas : politics and Ideas in the long 19<sup>th</sup> Century*, Londres, Bloomsbury, 2016.